

**CONTRAT DE CONCESSION EMPORTANT DELEGATION DE  
SERVICE PUBLIC**

Accusé de réception en préfecture  
083-248300543-20230929-23-09-234-DE  
Date de télétransmission : 29/09/2023  
Date de réception préfecture : 29/09/2023

**POUR**

**L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE  
TOULON**

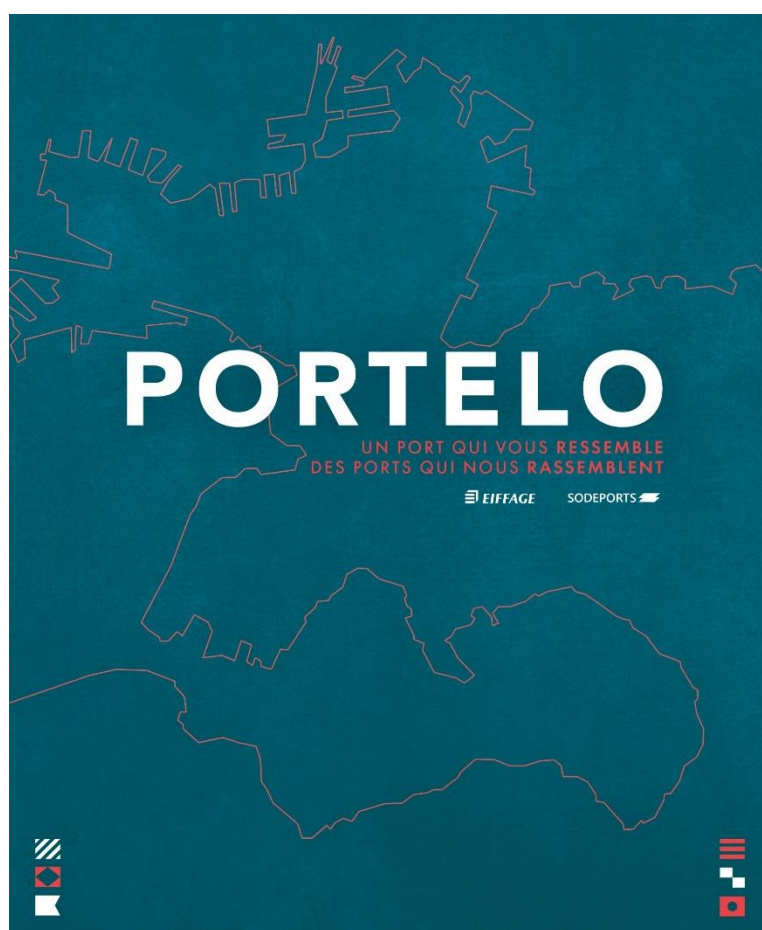
**Métropole Toulon Provence Méditerranée**

---

**ANNEXE 12A**

**MODELE DE CONTRAT DE POSTE**

---



## Annexe 12 – A : Modèle de contrat de poste

## CONTRAT ANNUEL DE LOCATION D'UN POSTE D'AMARRAGE

Entre la Société [●]- Société d'Exploitation du Port de Plaisance - SAS au capital de [●]-[●]R.C.S. [●]-[●]-[●] et [●]-[●]-[●] Société d'Exploitation du Port de [●], dont le siège est [●], désignée ci-après par « l'Exploitant ».

Accusé de réception en préfecture  
08/09/2023 13:43:22  
Date de télétransmission : 29/09/2023  
Date de réception préfecture : 29/09/2023

Et  
Demeurant : Mme, M, Société  
.....  
.....  
.....

Téléphone :

Adresse électronique :

Désigné dans ce qui suit par la dénomination "l'Usager",

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

#### Art. 1 : Conditions Générales

L'Usager pourra occuper dans le Port de [●], un poste d'amarrage pour y faire séjourner son navire dont les caractéristiques sont, conformément à la Norme ISO 8666 et la notion d'encombrement réel maximum du navire telle que définie dans ladite norme, les suivantes :

Nom :	N° immatriculation :	Cie Assurance :
Longueur maximale : m	N° Francisation :	N° de police :
Largeur du bau maximal : m	Modèle :	Date d'échéance : / /
Tirant d'eau : m	Propulsion :	Nom du gardien :
		Tel.

L'Usager dispose d'une tolérance de [●]%, maximum, sur la longueur du poste d'amarrage susceptible d'accueillir son navire. Dans l'hypothèse où la longueur maximale du navire conformément à la Norme EN-ISO 8666 serait supérieure à la longueur du poste d'amarrage, tout dépassement dans la stricte limite de [●]% de la longueur du poste d'amarrage sera facturé au prorata du forfait annuel de location du poste correspondant.

#### Art. 2 : Prix et Paiement : Redevance

L'Usager occupera le poste n° [●], ou tout autre poste correspondant aux caractéristiques de son navire que lui affecteraient les services du Port, moyennant un montant de [●] € valable pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023 quelle que soit la date d'arrivée du navire. Ce forfait sera payable d'avance avec une première échéance au 08 janvier 2023 et une deuxième échéance au 08 juillet 2023.

L'Usager recevra en justification du versement effectué, un reçu délivré par l'Exploitant.

#### Art. 3 : Obligations de l'Exploitant

Il s'engage à :

- Mettre à la disposition de l'Usager un poste d'amarrage à flot,
- Assurer les prestations définies ci-après :
  - Surveillance des ouvrages et installations portuaires,
  - Fourniture d'un mouillage (chaîne fille) hors amarres de poste,
  - Fourniture d'eau douce,
  - Fourniture d'électricité,

L'Exploitant ne peut être tenu responsable des accidents survenant au navire de l'Usager, notamment du fait de vices cachés ou lorsque celui-ci reste sous tension et/ou sous pression en l'absence d'une personne à bord.

#### Art. 4 : Obligations de l'Usager

##### 4-1 Principes généraux

Il s'engage à :

- Ne pas stationner sur un emplacement autre que celui qui lui a été attribué,
- Faire bon usage des ouvrages mis à sa disposition et en évitant les consommations excessives d'eau,
- Ne pas laisser le navire sous tension et/ou sous pression lorsque celui-ci est inoccupé,
- Signaler au bureau du Port toute sortie d'une durée prévisible supérieure à 24 heures, dès qu'il en aura connaissance,
- S'acquitter des consommations d'eau et/ou d'électricité au-delà des forfaits eau/électricité mensuels affectés par catégories, présentés en conseil portuaire et approuvés par l'autorité portuaire. Cf. annexe 1 au présent contrat,

- Solliciter si nécessaire, en vertu de l'article [●] du règlement particulier de police portuaire du port, une autorisation d'utiliser son navire comme habitation permanente,
- Préciser à l'Exploitant le nom des personnes morales ou physiques chargées du gardiennage du navire et de ses amarres et communiquer leurs coordonnées téléphoniques ou se déclarer soi-même gardien au sens légal du terme,

##### 4-1 Caractère strictement personnel de l'occupation du poste d'amarrage

Ce poste est attribué à une personne physique ou morale et une catégorie de navire déterminée. Il ne peut être ni cédé, ni sous-loué, ni prêté, ni transmis, même gratuitement. En cas de vente totale ou partielle du navire, le poste ne pourra en aucun cas faire l'objet d'un transfert de jouissance de la part de l'Usager au profit d'un nouveau propriétaire ou d'un nouveau co-propriétaire. Toute infraction à cette interdiction pourra entraîner la résiliation du contrat par le concessionnaire conformément à l'article 5 du présent contrat.

La location à quai du navire, totale ou partielle, à un tiers pour un usage d'habitation, même occasionnelle, est strictement limitée aux navires « zéro-rejet » entièrement équipés de dispositifs de rétention et de stockage des eaux grises et noires et pouvant justifier du pompage et du traitement de tous les effluents.

Le poste d'amarrage ne pourra être occupé que par un navire appartenant à l'usager ou par un navire dont celui-ci a personnellement un usage constant et démontré (location, leasing, affrètement ou équivalent), correspondant aux caractéristiques indiquées à l'article 1 du présent contrat.

L'usager devra informer immédiatement et à tout moment le Concessionnaire de tous changements de l'identité et/ou des caractéristiques du navire présent sur le poste d'amarrage

#### Art. 5 : -Renouvellement - Dénonciation

##### 5-1 Demande de renouvellement

A l'issue de la période stipulée à l'article 2 ci-avant, sur demande expresse de l'Usager au moins un mois avant échéance, le présent contrat peut être reconduit, à la discrétion de l'Exploitant. Dans le cas d'une reconduction, celle-ci s'effectuera au tarif alors en vigueur, pour une durée d'un an. Le refus de renouvellement de l'Exploitant ne peut donner lieu à contestation de l'Usager, ce dernier n'ayant aucun droit à renouvellement de la présente convention.

#### 5-2 Résiliation anticipée à l'initiative de l'Usager

L'Usager pourra demander, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il soit mis fin au présent contrat de manière anticipée. La dénonciation du contrat prendra effet après un préavis de deux (2) mois débutant après la date de réception par l'Exploitant de ladite demande.

La résiliation avant terme du contrat entraîne une tarification au mois par mois aux tarifs mensuels de la période de stationnement et des deux (2) mois de préavis.

#### 5-2 Résiliation anticipée à l'initiative de l'Exploitant

L'Exploitant se réserve le droit, en cas de non-respect grave ou répété de la part de l'Usager de ses obligations contractuelles ou de la réglementation en vigueur (en particulier du règlement particulier de police des ports), de résilier à tout moment par lettre recommandée avec A.R, ledit contrat et d'exiger le départ immédiat du navire, sans préavis et sans indemnité.

Si le nécessaire n'est pas fait dans le délai imparti, il peut être procédé à la mise à sec du navire, aux frais et risques de l'Usager.

Toute fausse ou incomplète déclaration de l'Usager peut entraîner la résiliation du droit d'occupation du poste à la discrétion de l'Exploitant.

#### 5-3 Résiliation postérieure à la date de prise d'effet du contrat

En cas de résiliation après la date de prise d'effet du contrat, sans que le poste ait été occupé par l'Usager, la redevance due sera calculée dans les conditions de l'article 5 du présent contrat.

#### Art. 6 : Nature du contrat

Constituant une autorisation d'occupation d'une emprise du domaine public maritime, le présent contrat à caractère précaire et révocable ne confère aucun droit au maintien dans les lieux ni de droit au renouvellement du présent contrat.

#### Art. 7 : Traitement des données à caractère personnel

L'Exploitant s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données collectées et toute utilisation détournée de ces données.

L'Usager est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, d'interrogation, de rectification et de suppression qui lui permet, le cas échéant, de faire rectifier, compléter, mettre à jour, verrouiller ou effacer les données personnelles le concernant qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite ainsi que du droit de donner des directives sur le sort de ses données après sa mort. L'usager dispose également d'un droit de limitation ou d'opposition au traitement de ses données pour des motifs légitimes ainsi qu'un droit d'opposition à ce que ces données soient utilisées à des fins de prospection commerciale.

L'ensemble de ces droits s'exerce par courrier à l'adresse de l'Exploitant ou par courrier électronique à : [●]

L'Usager dispose enfin du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle, à savoir la CNIL.

#### Art. 8 : Cession

Conformément au droit applicable, en cas de résiliation normal ou anticipé du contrat de concession conclu le [●]2022 entre Toulon Provence Méditerranée et PORTELO SAS, Toulon Provence Méditerranée se substituera à l'Exploitant sans que l'Usager, ou tout autre bénéficiaire de la présente convention, ne puisse s'y opposer. En pareille hypothèse, Toulon Provence Méditerranée pourra décider de céder le cas échéant le présent contrat à tout nouveau concessionnaire ou toute autre personne qu'elle aura désignée, sans que le Bénéficiaire ne puisse s'y opposer.

#### Art. 9 : Responsabilité

L'Usager doit être assuré pour tout dommage que son navire pourrait causer à des tiers ou aux installations portuaires. Il s'engage à produire, à la signature du contrat, un justificatif qui devra stipuler qu'au moins les risques suivants sont couverts :

- responsabilité civile ;
- dommages causés aux ouvrages du Port, quelles que soient la cause et la nature, soit par le navire, soit par l'Usager ;
- renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans le port ou dans les chenaux d'accès ;
- pollution accidentelle.

La responsabilité de l'Exploitant ne pourra être recherchée dans le cas de vol du navire, de ses accessoires ou de dégâts subis par celui-ci du fait des intempéries ou de tiers.

Le navire ne pourra stationner à flot qu'en bon état de navigabilité. L'Usager reconnaît avoir reçu un exemplaire de ce contrat dont il a pris connaissance.

Il s'engage, en outre, à respecter les règlements particuliers de police et d'exploitation du Port tenus à sa disposition au bureau du Port.

#### Art. 10 : Règlement des Litiges

Tout litige survenant à l'occasion de l'application du présent engagement sera du ressort des Tribunaux compétents.

A [●], le .... /.... /.....

L'Exploitant

L'Usager

1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"